



# ENQUÊTE

## Annonces gouvernementales

DU 17 AU 21 OCTOBRE 2024  
1943 RÉPONDANTS



**CONTACT PRESSE : Advocaciz**

**Alexandra Richert : 06.08.77.86.22 - Ambre Fourneau : 06.44.39.89.25**

## Enquête du SDI concernant les annonces gouvernementales

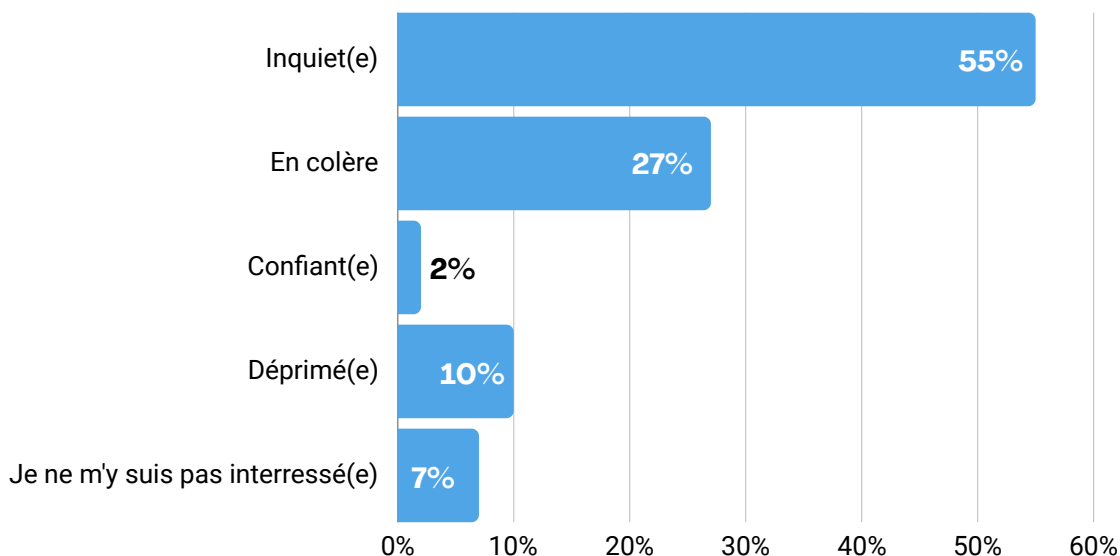
Les très petites entreprises (TPE), qui représentent une grande part du tissu économique français, jouent un rôle crucial dans la création d'emplois et le dynamisme local. Cependant, en raison de leurs ressources limitées et de leur faible capacité à absorber les chocs économiques, les TPE sont souvent plus vulnérables aux décisions gouvernementales. Elles subissent particulièrement l'impact des fluctuations des coûts externes, tels que l'énergie, les matières premières, et les charges salariales. Ces entreprises, déjà fragilisées par les crises économiques successives (pandémie, inflation, augmentation des prix de l'énergie), peinent à s'adapter à un contexte toujours plus incertain.

Suite aux annonces du nouveau gouvernement de Michel Barnier, ces TPE se retrouvent confrontées à un ensemble de réformes économiques et fiscales qui, loin de les soulager, risquent d'aggraver leurs difficultés. L'incertitude qui entoure l'application de ces mesures complique davantage la gestion de leur activité, notamment en termes d'investissements et d'embauches, dans un climat où les marges sont de plus en plus réduites.

Cette enquête met en lumière le ressenti des dirigeants de TPE face à ces annonces gouvernementales récentes, qui anticipent déjà les défis et les conséquences que celles-ci auront sur leur entreprise.

## État d'esprit général

D'un regard général, quel est votre ressenti face aux annonces économiques du nouveau gouvernement ?



### Quelques témoignages...

“ Comment peut-on augmenter des taxes sur des activités déjà en berne. Et surtout ne pas réduire avant tout les dépenses inutiles de l'Etat. Va falloir se réveiller. ”

“ J'ai 54 ans, j'ai cru à mon métier de coiffure même avant mon apprentissage et je n'aurais jamais pensé que mon pays la France pouvait me demander de travailler et de ne même pas toucher le SMIC en tant que chef d'entreprise avec 38 ans de métier. ”

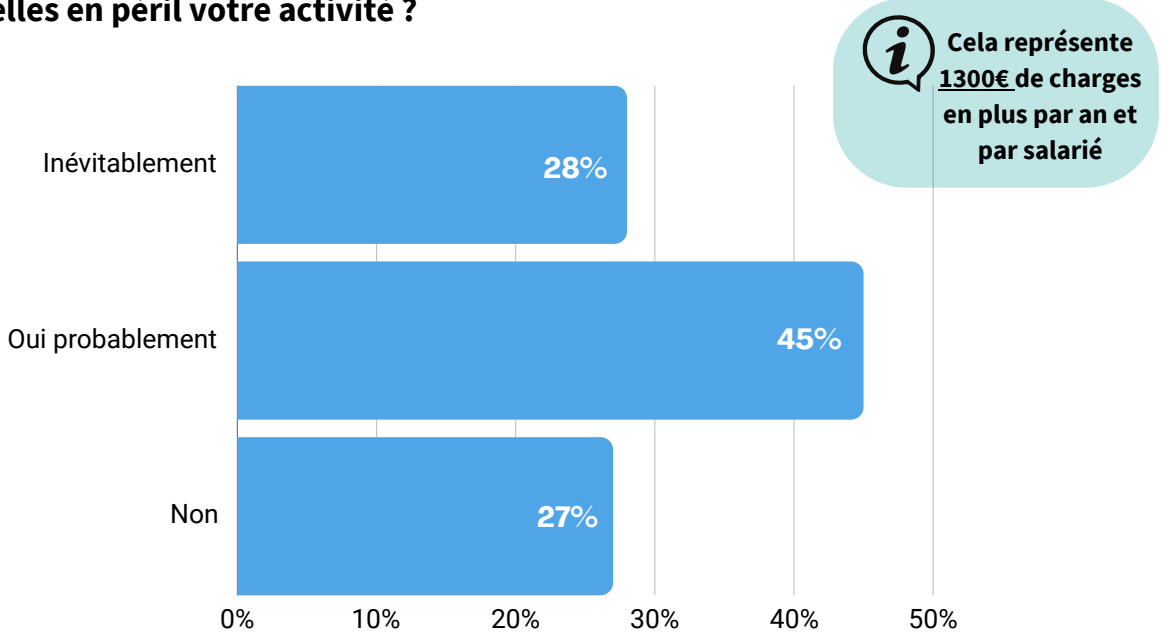
“ Les TPE ne peuvent pas encaisser. Nous travaillons 70 heures par semaine payées en dessous du SMIC. Nous n'arrivons pas à embaucher déjà à cause du montant des charges - l'augmentation des loyers et taxe foncière. Nous ne faisons pas de bénéfices depuis 6 ans ... est-ce normal ? ”

“ Comment en sommes nous arrivés là ? A quoi ont servi nos prélèvements (URSSAF, ...), la TVA que l'on récolte ? ”

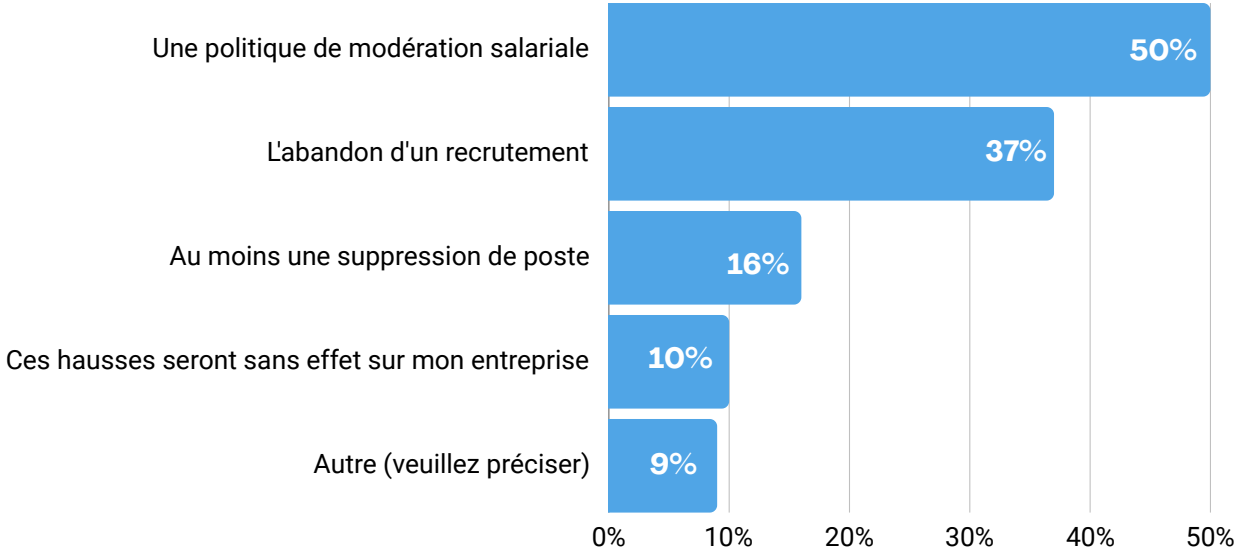
“ Le manque de réactions depuis des années nous rend invisibles du public et vulnérables puisque sans cesse imposés et ponctionnés comme des esclaves de l'Etat ! ”

# Hausse des charges

La hausse du SMIC de 2% et l'augmentation des charges sur les bas salaires mettent-elles en péril votre activité ?



Ces hausses auront-elles pour effet direct, au sein de votre entreprise (plusieurs réponses possibles) :



**Commentaires :**

“ Fermeture à court terme de l'entreprise déjà en situation précaire. ”

“ On mettra la clé sous la porte. ”

“ L'arrêt de tout investissement ”

“ Gel des hausses des salaires. Rien ne sera mis en place tels que les chèques vacances, PEE... ”

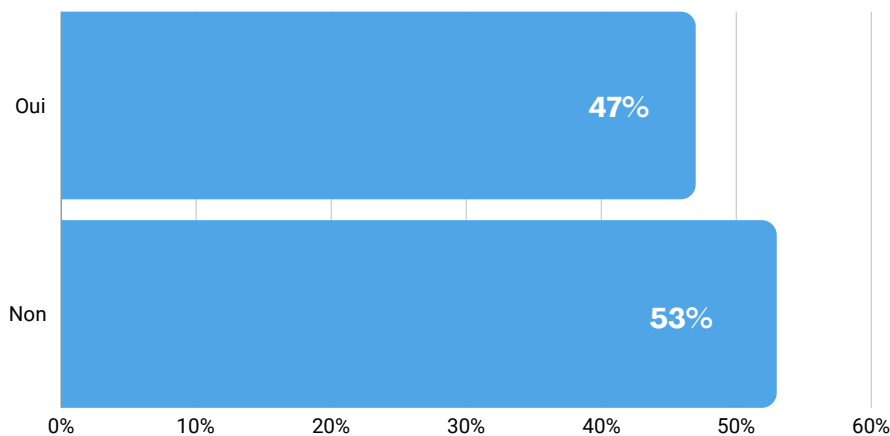
“ Renouvellement de contrat à temps partiel au lieu de temps complet. ”

## Politique migratoire



Les résultats de l'enquête démontre que dans certains secteurs comme le **bâtiment**, l'**industrie**, l'**artisanat** et l'**alimentaire**, la main d'oeuvre étrangère représente jusqu'à **20%** de leurs salariés.

**Estimez-vous qu'une politique d'immigration de travail restrictive pénaliserait votre activité ?**



**Pour la moitié, perdre cette main d'oeuvre étrangère aurait un impact négatif sur leur activité**

**Remarque d'un répondant :**

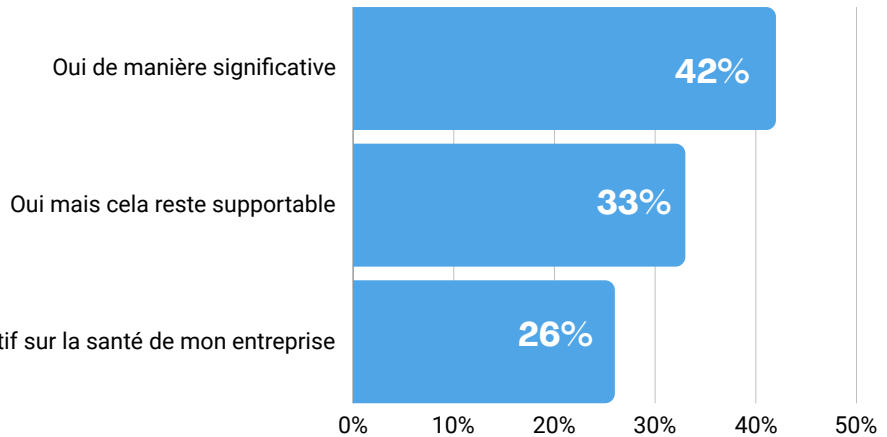
« Vous êtes sûr que les gens d'ici ne sont pas intéressés par le travail du bâtiment, ils viennent juste pour remplir leur taux de chômage pour toucher leur salaire complet ou presque {...}, alors que l'étranger va faire tout son possible pour travailler pour faire bouger l'entreprise. On le remarque dans tous les métiers. C'est facile de critiquer les autres. »

## Energie

**Le gouvernement prévoit d'augmenter la TICFE (Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité). Le coût de l'énergie devient-il un frein au développement et à la pérennité de votre entreprise ?**



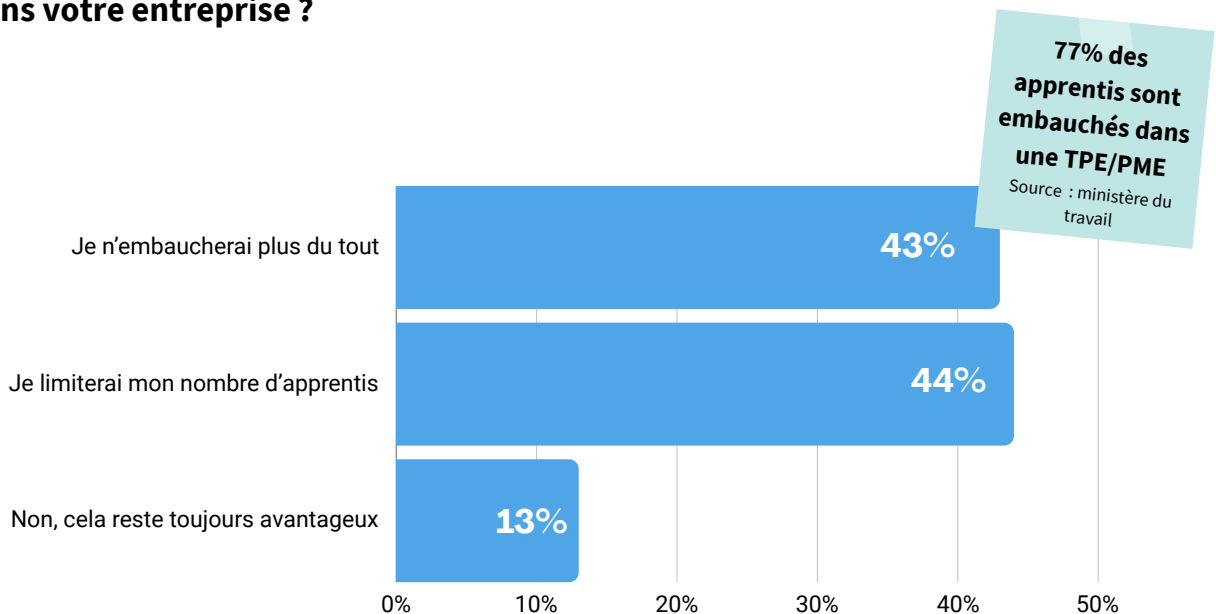
Pour 75% des TPE, le coût de l'énergie représente une menace pour leur activité



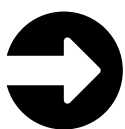
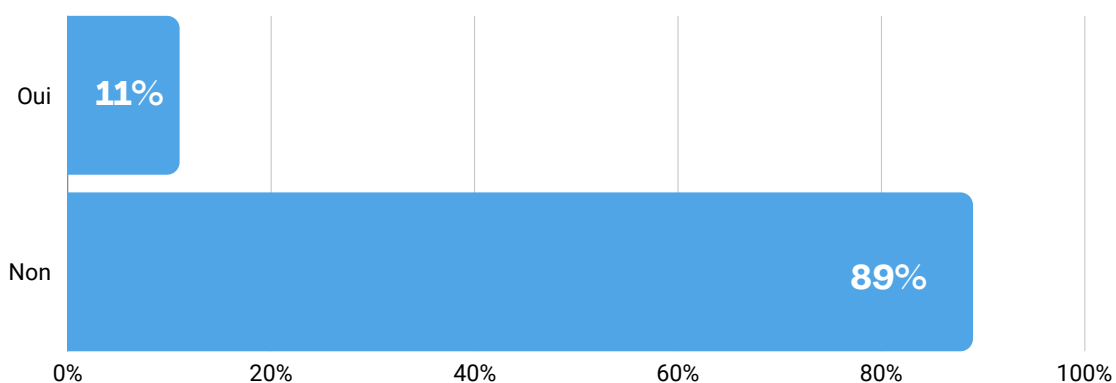
Quasiment **100%** de Oui dans les secteurs de l'hôtellerie et cafés/restaurants

## Aides à l'apprentissage

**Une potentielle réduction de l'aide passant de 6000€ à 4500€ pour l'embauche d'un apprenti vous poussera-t-elle à supprimer le/les poste(s) d'apprentis dans votre entreprise ?**



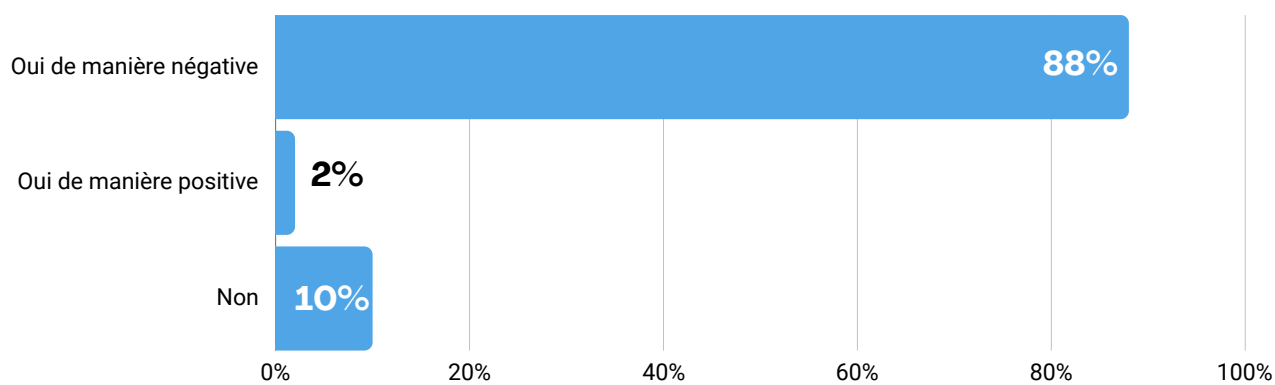
**Est-ce que cette mesure vous encourage à transformer les postes d'apprenti en poste permanent ?**



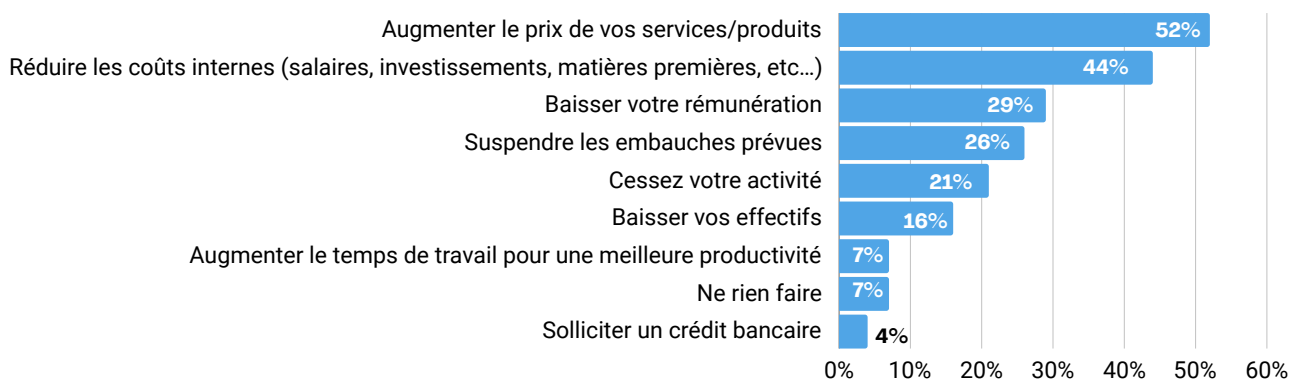
**Au sein des TPE, un contrat d'apprentissage ne se substitue pas à un emploi permanent.**

## Répercussions

**Pensez-vous que la politique de "Réduction de la dette nationale" menée par Michel Barnier impactera votre entreprise ?**



## Quelles solutions envisagez-vous pour faire face aux annonces du gouvernement entraînant une hausse des prélèvements obligatoires ? (plusieurs réponses possibles)



### Conséquences majeures

- ➔ Augmentation des prix sur les ventes
- ➔ Réduction des coûts internes (salaires, investissements, matières premières, etc...)



**Contraire à toute croissance économique !**





## Principaux enseignements



### Hausse des charges : un risque pour l'emploi

La hausse du SMIC et des charges sur les bas salaires représente une réelle menace pour la santé d'un bon nombre de nos TPE. Près de la moitié des répondants (45%) estiment que ces mesures compromettent leur activité. Cela indique que **les propositions visant à améliorer les conditions salariales pourraient, paradoxalement, aggraver la précarité** en poussant certaines entreprises à modérer les salaires (37%) ou même à supprimer des postes (27%).

### Le rôle essentiel de la main-d'œuvre étrangère

La moitié des répondants exerçant dans les secteurs du bâtiment, de l'industrie, de l'artisanat et de l'alimentaire estiment qu'**une politique d'immigration plus restrictive affecterait négativement leur activité**. Cette dépendance à la main-d'œuvre étrangère s'explique notamment par le manque d'attractivité de certains métiers pour la main-d'œuvre nationale.

### Le coût de l'énergie : un frein majeur

L'enquête montre que **75% des TPE considèrent la hausse du coût de l'énergie comme une menace directe à leur pérennité**. Cela souligne la **vulnérabilité des petites entreprises face à l'augmentation des prix de l'énergie**. Le gouvernement, en augmentant la TICFE, ajoute une pression supplémentaire sur ces entreprises, qui peinent déjà à faire face à des marges souvent faibles.

Les réformes énergétiques devront inclure des mesures compensatoires ou d'accompagnement pour éviter des faillites dans les secteurs les plus dépendants de l'énergie. Sinon, l'impact sur l'emploi et l'activité des TPE pourrait être dramatique.

### La fin de l'apprentissage ?

La réduction de l'aide à l'apprentissage est une autre source de préoccupation. Près de **la moitié des répondants (43%) envisagent de supprimer des postes d'apprentis si cette aide est réduite. Cela menace directement la formation des jeunes et l'insertion professionnelle, particulièrement dans les TPE/PME qui emploient une grande majorité d'apprentis**.

La diminution des aides à l'apprentissage pourrait avoir un effet domino sur la formation et l'accès à l'emploi des jeunes. Le gouvernement devra trouver un équilibre entre la réduction des dépenses publiques et le soutien aux entreprises pour maintenir ces dispositifs.



## Principaux enseignements



### Une politique de réduction de la dette mal perçue

Une large majorité des répondants (88%) voit la politique de réduction de la dette nationale de manière négative, anticipant des impacts directs sur leur entreprise. Cela reflète un **désaccord fondamental entre les besoins à court terme des entreprises** (liquidités, soutien aux investissements) **et les priorités de long terme du gouvernement** (réduction de la dette).

### Des mesures aux conséquences directes et impactantes

Les réponses indiquent que beaucoup d'entreprises envisagent d'**augmenter leurs prix** (52%) et/ou de **réduire leurs coûts internes** (44%) pour faire face aux annonces du gouvernement. Cela traduit un risque inflationniste cumulé à des stratégies **qui freineront la croissance et l'emploi**. Il s'agit des ingrédients d'une stagflation, soit la pire des situations économique qui puisse être.

### A quand des mesures concrètes de baisse de la dépense publique ?

**Le sentiment de détresse générale des dirigeants de TPE atteint un niveau critique.** Les augmentations de charges, la flambée des coûts de l'énergie et les nouvelles contraintes fiscales placent ces petites entreprises dans une impasse.

Les discussions budgétaires en cours à l'Assemblée nationale, marquées par un florilège de hausse des prélèvements obligatoires ne font que renforcer l'idée d'une dégradation plus franche à venir de la situation économique par une baisse de la consommation et des investissements ainsi qu'une hausse du chômage.

**Le gouvernement et les parlementaires portent conjointement une responsabilité majeure dans leur faiblesse, voire leur absence d'action sur le volet des dépenses publiques**, point fondamental du désendettement encore récemment souligné par le FMI.

Le défaut de perspectives concrètes sur ce sujet conduit les responsables de TPE à baisser les bras, au moins à court terme, avec des conséquences immaîtrisables, tant pour notre économie que pour la cohésion sociale de nos territoires.

